

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE L'AIN **ARRONDISSEMENT DE BOURG-EN-BRESSE**

N° d'ordre : 20260928-49DCC



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 28 septembre 2026

L'An deux mille vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de communes de la Veyle, légalement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Chanoz-Châtenay, sous la présidence de Christophe GREFFET.

COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)
Bey	O. METRAL	X			Mézériat	G. DUPUIT	X		
	H. PORNON (suppléant)					N. ROBIN	X		
Biziat	G. AGATY	X			Perrex	E. BOZONNET	X		
	M. BOUCHARD (suppléant)					J.-J. VIGHETTI			
Chanoz-Châtenay	O. MORANDAT	X			Pont-de-Veyle	E. MATHEY (suppléante)	X		
	K. LACROIX (suppléante)					A. ALEXANDRINE		X	
Chaveyriat	G. ROPY	X			Saint André d'Huiriat	L. MICHEL	X		
	F. BERTILLOT (suppléante)					D. DOUVRES	X		
Cormoranche-sur-Saône	J. PALLOT	X			Saint Cyr-sur-Menthon	V. CONNAULT (suppléante)			
	N. LE MOAL (suppléante)					K. PALLE	X		
Crottet	J.-P. LHÔTELAIS	X			Saint Genis-sur-Menthon	B. PELLETIER	X		
	C. TURCHET	X				F. CHAGNARD	X		
Cruzilles-les-Mépillat	D. FAYEMI	X			Saint Jean-sur-Veyle	C. GREFFET	X		
	D. BOYER			X		S. DURANCEAU (suppléant)			
Grièges	A. BIGOT (suppléante)				Saint Julien-sur-Veyle	A. RENOUD-LYAT	X		
	A. GREMY	X				H. LOUREAUX (suppléant)			
Laiz	T. LAURENT		X		Vonnas	S. REVOL			
	L. CAZABON	X				H. BOURGE (suppléant)	X		
	S. SCHAUVIN	X				A. GIVORD	X		
	S. MARECHAL GOYON	X				N. DUCLOS	X		
						C. RABUEL	X		
						E. DESMARIS		X	
						C. DESMARIS	X		

Envoi de la convocation : 22/09/2026

Affichage de la convocation : 22/09/2026

Nombre de conseillers élus : 32

Nombre de conseillers présents : 28

- Aurélie ALEXANDRINE a donné pouvoir à Luc MICHEL
- Elodie DESMARIS a donné pouvoir à Claude RABUEL

A l'unanimité, Monsieur Gilles ROPY est désigné Secrétaire de séance.

OBJET : FINANCES – Décision Budgétaire Modificative N°1 du budget camping du Renom

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Accusé de réception en préfecture
001-200070555-20260928-20260928-49DCC-DE
Date de réception préfecture : 16/10/2026

Vu la délibération n°20260223-07DCC du Conseil communautaire du 23 février 2026 adoptant le budget primitif du budget « Camping du Renom » pour l'exercice 2026,

Considérant que les prévisions inscrites au budget primitif peuvent être modifiées en cours d'exercice par le Conseil communautaire qui vote des décisions modificatives,

- Considérant qu'il convient :
- de revoir le montant de la dotation annuelle des amortissements
 - de modifier les dépenses et recettes pour intégrer les frais d'études à leur compte définitif
 - d'ajuster les crédits pour de nouveaux travaux d'aménagements

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

Opération	Compte / fonction	Budget primitif	DBM	Nouveau budget
Non affecté	217314/041 – Intégration frais d'études	0,00	1 300,00	1 300,00
200 – réhabilitation du site	21728 – aménagements de terrain	0,00	1 500,00	1 500,00
TOTAL DEPENSES			2 800,00 €	

RECETTES

Opération	Compte/ fonction	Budget primitif	DBM	Nouveau budget
Non affecté	2031/041 – intégration frais d'études	0,00	1 300,00	1 300,00
Non affecté	28138/040 – amortissement des autres constructions	19 490,00	500,00	19 990,00
Non affecté	28188/040 – Amortissement des autres biens corporels	5 495,00	1 000,00	6 495,00
TOTAL RECETTES			2 800,00 €	

SECTION FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Compte	Budget Primitif	DBM	Nouveau budget
60611 – eau	20 00,00	-1 500,00	18 500,00
6811/042 – dotation aux amortissements	36 000,00	1 500,00	37 500,00
TOTAL DEPENSES		0 €	

Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la décision budgétaire modificative n°1 concernant le budget « Camping du Renom ».



Le Président

Christophe GREFFET

Le Secrétaire de séance

Gilles RAPY

Certifié exécutoire

Affiché le : 15/10/2026

Transmis en Préfecture le : 15/10/2026

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.